

Impasse de la gauche pisse-vinaigre

Politis, n°1085, 14 janvier 2010

Christophe Ramaux

Le néo-libéralisme a-t-il tout emporté ? C'est ce que soutiennent, parmi d'autres, Pierre Dardot et Christian Laval dans *La nouvelle raison du monde* (La découverte, 2009). Ce livre invite, à juste titre, à saisir la spécificité, par rapport au vieux libéralisme, du néo-libéralisme : il a une approche « *constructiviste* » de la concurrence, qui passe par une certaine forme d'intervention publique. L'Etat n'est pas réductible à l'Etat social : ce n'est pas nouveau, mais le néo-libéralisme donne à cette vérité une nouvelle force. Son projet est global : en *sus* des privatisations, il entend soumettre au principe de la concurrence l'ensemble de la société, de l'Etat (réorganisé sur un mode managérial), à l'individu (conçu comme *entrepreneur* de soi).

A-t-il entièrement réalisé son projet ? Les auteurs sous-estiment la portée de la crise ouverte en 2007. Plus problématique encore est leur propos sur l'Etat social. Empruntant un langage pour le coup parfaitement dans l'air du temps, ils soutiennent que la « *pire des attitudes* » « *consisterait à préconiser un retour au compromis social-démocrate, keynésien [...], dans un cadre national ou européen, sans réaliser que la mondialisation du capital a détruit jusqu'aux bases d'un tel compromis* ». Quant à la démocratie, hâtivement qualifiée de « *démocratie libérale* », sa défense serait vaine. Un leurre même, qui revient à « *redonner souffle à des systèmes vieillissants* ». Que faire ? Les auteurs invitent à porter les valeurs de coopération, de « *raison du commun* ». Mais comment les ancrer dans le réel après avoir jeter par-dessus bord l'Etat social et la démocratie ? On doit se contenter d'une vague formule : l'éloge de la « *subjectivation par les contre-conduites* ».

On retrouve cette thèse dans l'ouvrage de Luc Boltanski *De la critique* (Gallimard, 2009). L'auteur assimile la démocratie au capitalisme, *via* le concept, jamais étayé, de « *société capitaliste-démocratique* ». Alors que le livre est sous-titré *Précis de sociologie de l'émancipation*, l'Etat social est avec la démocratie l'autre grand absent. La mondialisation n'est-elle pas un moyen de se soustraire aux règles sociales ou environnementales ? Il n'empêche : il faudrait se féliciter que « *la première victime de ce réaménagement* », ne soit « *autre que l'Etat-nation* ». L'Etat est « *mis en cause au sein de ces ensembles flous [...], que l'on peut appeler des collectifs affinitaires* ». L'auteur admet qu'on puisse : « *objecter qu'un tel désintérêt pour l'Etat* », « *risque d'avoir pour premier effet de libérer le capitalisme des maigres contraintes* ». Mais il persévère. Tout d'abord, car « *le capitalisme a toujours partie liée avec l'Etat* ». L'Etat social ne montre-t-il pas que l'Etat peut aussi avoir une dimension anti-capitaliste ? La question serait dépassée, puisque avec le néo-libéralisme, l'Etat a subi une « *transformation, sur le modèle de l'entreprise* ». Et puis : « *la perte de confiance dans l'Etat aurait au moins pour vertu de mettre le capitalisme à nu* », de sorte qu'« *on pourrait peut-être alors rendre au mot de communisme [...], une orientation émancipatrice* ». La lecture de L. Boltanski a ce mérite : elle confirme que la démocratie et l'Etat social restent des trous noirs pour la pensée communiste.

La propension à noircir la situation, comme si les dégâts sociaux et écologiques n'étaient pas suffisants, comme si cette posture ne désarmait pas, comme si elle ne témoignait pas surtout d'un abyssal désarroi, avec un tableau toujours plus noir comme succédané d'une pensée cohérente de l'alternative, cette propension a indéniablement ses adeptes à gauche.

Alors même que l'Etat social et le suffrage universel ne s'étaient pas vraiment déployés de son vivant, Marx invitait à prendre appui sur les éléments concrets de socialisation pour remettre en cause le capitalisme. Pour la contre offensive qu'appelle la crise du capitalisme néo-libéral, et loin des déplorations de la gauche funèbre, c'est ce sillon qu'il importe de creuser. Emplois publics (30 % des salariés en France en dépit des privatisations), protection sociale (passée de 16 % à 21 % du PIB entre 1980 et 2005 dans les pays de l'OCDE), droit du travail (jamais le monde n'a eu autant de salariés), politiques macroéconomiques de soutien à l'activité (seul moyen de combattre le fléau néolibéral du chômage), aporie à présent avérée du primat accordé (dans le public mais aussi dans le privé) à la concurrence généralisée entre les salariés au détriment de leur coopération, démocratie (un homme, une voix) à opposer au pouvoir du capital (une action, une voix), etc. : les leviers ne manquent pas.

Version longue de ce papier : cf C. Ramaux (2010), « Aporie de la critique funèbre. À propos de *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale* de Pierre Dardot et Christian Laval (2009) et de *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation* de Luc Boltanski (2009) », *Revue de la régulation* (mai).